

9-11-2005
ALGERIE

L'OTAN veut plus

Entre l'appel du chef de la diplomatie algérienne et des responsables de l'OTAN aux médias et aux vertus de la communication pour «dépasser certains clichés négatifs sur l'Alliance», les responsables de l'INESG, eux, ont refusé que les journalistes assistent aux travaux du séminaire et ont imposé le huis clos. Le ministre des Affaires étrangères a indiqué hier qu'il «reste encore sans doute beaucoup d'efforts à déployer en vue d'améliorer les perceptions réciproques et la couverture médiatique auprès des opinions publiques, notamment arabes et musulmanes, afin de corriger certains préjugés nés d'incompréhension, de manque de transparence et de concertation dans le processus décisionnel».

Nous sommes convaincus que certains clichés négatifs peuvent être dépassés, pour peu que l'on s'efforce d'expli-

quer davantage les missions de l'OTAN et la nature de notre coopération».

Devant introduire les travaux, le chef de la section des pays du dialogue méditerranéen et de l'initiative de coopération d'Istanbul, division de la diplomatie publique, Nicolas de Santis, a souligné pour sa part que «l'objectif principal de l'effort de communication de la division de la diplomatie publique de l'OTAN au travers de l'initiative d'aujourd'hui est de favoriser une meilleure compréhension de la transformation de l'OTAN, de ses politiques et finalités et, en particulier, l'objet et le contenu du renforcement du dialogue méditerranéen décidé lors du sommet d'Istanbul en juin 2004». Tenant à faire ressortir «l'esprit d'implication conjointe et de coresponsabilité», Nicolas de Santis rappellera que «les propositions initiées par les dirigeants alliés au sommet d'I-

stanbul sur le dialogue méditerranéen ont été préparées par une série de consultations entre le secrétaire général de l'OTAN et les représentants des pays du dialogue méditerranéen avant le sommet d'Istanbul». Il souligne que «depuis la fin de la guerre froide, l'OTAN a développé un nouveau concept de sécurité en passant de la confrontation à la coopération».

Pour ce faire, l'Alliance, a-t-il dit, «a invité les pays participants afin d'établir un cadre de coopération plus ambitieux et étendu et parvenir à un statut de véritable partenariat». Et pour plus de précision, il affirme que «les pays intéressés de la région sont libres de choisir de s'engager auprès de l'OTAN et de déterminer le rythme et la portée de cet engagement. L'Alliance ne souhaite rien imposer mais elle entend tenir compte de leur diversité et de leurs besoins

spécifiques lors de l'élaboration des programmes de coopération commune». Il ne manquera pas de noter que «notre initiative témoigne de l'importance que les Alliés attachent à la position stratégique de l'Algérie dans la région méditerranéenne et démontre l'intérêt que l'OTAN porte au développement de relations de coopération renforcée avec votre pays». La transparence en matière de communication ne semble pas être du goût des responsables de l'INESG, qui ont tenu à ce que les travaux du séminaire sur les relations entre l'Algérie et l'OTAN se tiennent à huis clos.

Dès la fin de la séance d'ouverture, ils ont prié les journalistes de quitter la salle, leur interdisant ainsi d'écouter les différentes interventions. Les journalistes avaient droit à une conférence de presse après la clôture du séminaire.

GHANIA OUKAZI